

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance

Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre

Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée israélienne et fermant les oreilles aux autres sources

Les informations contenues dans ce journal sont obtenues par la lecture journalière des journaux en ligne Afp- ats - Ap - Reuters, Al-manar - Chine nouvelle (Chine)) CPI - IPC –Novosti- PNN- Wafa - Sana – Radio chine internationale - Al Manar - XINHUANET et Al-Oufok : Mouvement Démocratique Arabe

Journal de Palestine

Dossier

N° 389 du 03.10

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyez pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

Sommaire

1 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

1-1 David et Goliath

3 Dossier

3-1 Point de vue de Javier Espinosa : Deux présidents et toujours pas d'Etat.

3-2 TPO : la violence raciste des colons échappe au contrôle du gouvernement israélien.

3-3 Point de vue de Muki Dagan : Le danger du terrorisme juif.

3-4 Point de vue de José Saramago : « Qui a déjà résisté 60 ans résistera 60 années de plus »

4 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

4-1 Omar : Lettre imaginaire au Quartet pour le Moyen-Orient.

4-2 Des villages palestiniens attaqués.

4-3 Pogrom à Naplouse.

5 Analyse - Géopolitique et stratégie

5-1 Analyse de Rabah Mehanna, "Il y a toujours une partie qui met les bâtons dans les roues"

5-2 Analyse de Mohammed As-Saroudjy : La résistance et l'échec de "la grande Israël."

5-4 Analyse de Daniel Bendayan : Israël : Avenir politique incertain.

5-3 Analyse de CAPJPO-EuroPalestine : Enlèvement et assassinat d'un palestinien par des colons israéliens.

6 Annexe

6-1 Une histoire oubliée dans la bande de Gaza: Le massacre du 1er mars 2008.

6-2 Myriam Abraham : Armement Sécurité Stratégies Militaires.

6-3 Maxime Vivas : Quand la Doha montre la thune, Ménard file au Qatar.

1 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

1-1 David et Goliath

Depuis deux ans, l'Etat d'Israël a transformé la Bande de Gaza en un immense ghetto fermé de tous côtés, sous prétexte que sa population a voté majoritairement pour une organisation terroriste (1). Le 23 août, deux bateaux de pêche ont réussi à forcer le blocus. Les organisateurs de l'expédition ont prévu de recommencer, probablement fin octobre.

Un navire de plus gros tonnage aurait dû quitter Chypre le 25 septembre avec à son bord Mme Mairead Maguire, prix Nobel de la paix 1976, mais le projet a été retardé. [Greta Berlin](#), porte-parole du mouvement, a déclaré :

« Nos deux premiers bateaux ne convenaient pas à ce voyage. Nous avons donc décidé d'acheter ou de louer un bateau plus robuste. Malheureusement, chaque fois que nous avons conclu un accord avec un propriétaire de bateau, il a fini par abandonner. Nous pensons que c'est en raison de pressions extérieures. »

Le blocus de Gaza empêche l'ONU et les organisations humanitaires d'apporter de l'aide à la population. Israël laisse entrer au compte-gouttes les denrées alimentaires, l'eau potable et le carburant. La voirie ne fonctionne plus. Les hôpitaux ne fonctionnent plus. C'est un véritable désastre sanitaire. Des équipes clandestines vont chercher du ravitaillement, au péril de leur vie, à travers des [tunnels](#) creusés sous le mur qui sépare Gaza de l'Egypte. La pêche, activité traditionnelle, pourrait apporter à l'alimentation un supplément de protéines, car la mer est riche en sardines à partir de 10 miles nautiques de la côte, mais les navires de guerre israéliens ne permettent pas aux bateaux de pêche d'aller plus loin que 6 miles nautiques. Les accords d'Oslo avaient pourtant fixé la limite à 20 miles, dans les eaux territoriales.

C'est le 23 août au soir que les premiers navires en provenance de Chypre, le *SS Free Gaza* et le *SS Liberty* étaient arrivés à Gaza avec 44 personnes à bord. Ils ont repris la mer le 28 août en laissant sur place 8 personnes, dont 6 avaient pour mission d'accompagner les pêcheurs palestiniens dans les eaux territoriales. Dès le 1er septembre, ceux-ci ont lancé un appel transmis par des agences de presse au ministère des Affaires étrangères d'Israël. Des [navires de guerre israéliens](#) tiraient à l'arme lourde et à balles réelles en direction des bateaux sur lesquels ils se trouvaient tandis que les pêcheurs faisaient leur travail. Personne n'a été blessé, mais les pêcheurs leur ont dit que 14 de leurs camarades ont été tués dans les mêmes conditions depuis le début du blocus. Plusieurs bateaux ont été gravement endommagés et il est impossible de les réparer en raison du manque de pièces de rechange.

Le but de ces observateurs, deux Américains, un Danois, un Ecossais et un Grec, était d'enregistrer des preuves formelles, notamment par enregistrement vidéo, des attaques de la marine israélienne dont les pêcheurs sont constamment victimes. Ils ont déclaré qu'ils pourraient être présents chaque jour sur n'importe quel bateau de pêche sans manifester leur présence. Cette action a permis aux pêcheurs de faire leur travail un peu plus librement, bien que la marine de guerre israélienne continue de les harceler.

Les témoignages sont accablants.

Par exemple, le 17 septembre, un bateau de pêche atteint la limite des 6 miles. Une vedette rapide israélienne s'approche et fait des cercles menaçants autour du bateau. Les marins lui donnent l'ordre, en hébreu et en arabe, de faire demi-tour. Quand ils ont compris qu'une observatrice américaine est à bord, parce qu'elle leur a dit en anglais que le bateau a le droit d'aller jusqu'à 12 miles, ils rient, font des gestes obscènes et hurlent des insultes. Le même jour, un observateur italien a été blessé. Un croiseur israélien a tiré sur le bateau de pêche avec un puissant [canon à eau](#), brisant les vitres de la cabine de pilotage. Il a été blessé au dos par des éclats de verre ; il a fallu lui faire plusieurs points de suture. Il semble que depuis ce jour la marine israélienne a cessé d'utiliser des canons à eau, mais elle continue à tirer des coups de semonce à l'arme lourde.

Des membres de la nouvelle expédition prendront la relève des observateurs qui travaillent à Gaza depuis le 28 août, tandis que ceux-ci rentreront à Chypre. En effet, quand on arrive à Gaza par la mer, on est obligé de repartir par la mer, les frontières terrestres étant hermétiquement fermées, côté égyptien comme côté israélien. Il faut

donc s'attendre à ce que s'établisse un trafic maritime régulier entre Chypre et Gaza, à moins que le gouvernement israélien ne trouve le moyen de s'y opposer, en violation du droit international. Il faut espérer cependant qu'il se comportera de manière responsable en permettant une libre circulation des personnes et des biens par voie maritime entre Gaza et les autres ports méditerranéens. Ce serait le signe d'une détente dont toute la région peut profiter. La Bible dit que David a terrassé Goliath, un géant arrogant et fortement armé, en lui jetant une pierre avec une fronde. Je ne peux pas m'empêcher de penser que, dans cette histoire, l'Etat d'Israël ressemble à Goliath alors que le Mouvement Free Gaza ressemble à David, mais avec une grande différence : c'est un mouvement non-violent. De plus, il ne faut pas confondre l'Etat d'Israël avec le peuple israélien. Les Israéliens qui luttent pour les droits des Palestiniens sont de plus en plus nombreux, notamment ceux qui refusent de faire leur service militaire dans les territoires occupés.

(1) Si le Hamas est une organisation terroriste, que dire d'un Etat qui envoie des chars, des avions, des hélicoptères et des navires tirer sur des civils sans défense ?

vendredi 3 octobre 2008

" 2 VIDEOS : http://www.agoravox.fr/article.php3?id_article=45046

Auteur : [Leila](#)

3 Dossier

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

3-1 Point de vue de Javier Espinosa : Deux présidents et toujours pas d'Etat.

La fin du mandat d'Abou Mazen pourrait exacerber la division entre les factions.

La crise s'est aggravée suite à la grève des enseignants et des médecins opposés au Hamas.

Assis dans son bureau du parlement de Gaza, Khalil Al Jaya énumère les « pertes » subies par sa famille au cours des derniers mois de confrontation avec Israël comme s'il parlait de statistiques. "Un fils, le 28 février. Deux frères et quatre neveux, le 20 mai. Et un autre neveu, Iyad, qui est mort dans l'explosion de juillet, rappelle t-il, en se référant à l'attentat mystérieux qui a tué cinq membres du Hamas.

Jaya n'est pas un nom connu de l'opinion publique internationale. Ni même pour les Israéliens. Toutefois, selon le quotidien « Yediot Aharonot », il figure parmi les 10 principaux dirigeants du Hamas élus l'été dernier. Des personnalités comme Ahmed Jaabari, Ahmed Randour, Marwan ou Issa Nizar Rian (tous les chefs de guerre notoires), ont rejoint les « politiques » traditionnels comme Ismail Haniya ou Mahmoud Zahar.

Un événement que la presse israélienne a interprété comme une radicalisation du mouvement palestinien. Jaya lui-même est considéré par « Yediot Aharonot » comme étant « très proche de l'aile militaire et disposant d'une grande influence. »

Lui aussi député palestinien, il fait partie des éléments du Hamas qui mettent en garde sans équivoque que toute tentative du président de l'Autorité nationale palestinienne (ANP), Abou Mazen, de prolonger son mandat le 9 janvier prochain, sera « illégitime ». « S'il veut rester au pouvoir sans élections, le Hamas le considérera comme usurpateur et violeur de la législation », ajoute le porte-parole du groupe, Sami Abu Zuhri.

L'éventuelle reconduction de la charge d'Abou Mazen en janvier pourrait amener la division palestinienne à son point culminant, étant donné que le Hamas est prêt à le remplacer par le chef du Parlement, Ahmed Bahar, dans un geste qui laisserait l'ANP avec deux présidents : un en Cisjordanie et un autre à Gaza.

« Mais comment allons-nous avoir deux présidents, alors que nous ne disposons pas d'un État ? » ironise Jaya, bien qu'il réaffirme son point de vue.

Durcissement du discours

Abou Mazen a déclaré récemment dans le journal israélien « Haaretz » que les prochaines élections présidentielles n'auraient pas lieu en 2009, mais l'année suivante, en supposant qu'il reste au pouvoir. Comme le Hamas, les acolytes du président ont durci leur logique au cours des dernières semaines et le chef de l'armée en Cisjordanie, le général Dhiab al-Ali a dit que « si Gaza continue à se rebeller, nous n'aurons pas d'autre choix que le recours à l'usage de la force pour réunifier notre terre ».

L'augmentation de la tension entre les deux factions a été relancé en août après l'agression du Hamas contre les membres du Fatah dans la bande de Gaza et la vague d'arrestations d'islamistes en Cisjordanie. La capture le 17, à Hébron, de deux militants des brigades d'Izzadin Qassam, la branche armée du Hamas, a amené cette formation à ordonner à ses membres « de se défendre par tous les moyens possibles » si la police d'Al Fatah, « qui fonctionne maintenant comme une unité de l'armée sioniste » essaie de les arrêter.

Selon Jaya, près de 300 membres du Hamas ont été arrêtés en Cisjordanie au cours de l'année dernière et près de la moitié est toujours en prison.

Grève des médecins et des enseignants

La confrontation a continué « crescendo », lorsque les autorités de Ramallah ont organisé une grève de durée indéterminée de leurs médecins et leurs enseignants sympathisants dans la bande palestinienne. Le Centre palestinien pour les droits de l'homme lui-même a décrit la protestation comme une action « qui est politiquement motivée et donc illégitime », et a mis en garde contre les « effets désastreux » de ces mobilisations.

Les enseignants ont commencé leur protestation le 24 août. La réaction du Hamas a été très rapide. En quelques jours, plus de 2000 enseignants sur environ 9000 qui exercent dans la bande de Gaza ont été remplacés par des partisans du groupe palestinien.

« Ils ont renvoyé 170 directeurs d'écoles et 23 sont encore détenus. Ils les ont torturés. Ils ont placé des personnes sans formation. Par exemple, des étudiants de l'Université islamique. Juste parce qu'ils sont du Hamas », a déclaré Ramzi Ocashan, l'un des organisateurs de la grève.

Mahmoud Zahar a admis que pour les médecins ils ont été incapables de réagir de la même manière. « Où allons-nous trouver des médecins pour remplacer les grévistes ? » se demande-t-il. Néanmoins, dans plusieurs cas les hommes en uniformes du Hamas ont obligé par la force les médecins à retourner à l'hôpital. « S'il y a une urgence nous les forçons à revenir, bien sûr. Nous n'allons pas laisser le patient mourir ! », dit Haya.

Selon l'ONU, près de 48% des employés dans le secteur de la santé se sont joints à la protestation et près de 50% des enseignants. L'ONU a averti que ces actions ont déjà obligé trois hôpitaux, dont l'hôpital Shifa, le principal de Gaza, à se déclarer en état d'urgence devant le manque de personnel et la fermeture de douzaines de centres d'aide, de planning familial et de médecine préventive.

Haya n'est pas optimiste quant à la table ronde pour des négociations que l'Égypte envisage de parrainer en octobre pour mettre fin à la division palestinienne et tous les experts estiment que cela pourrait bien être la dernière chance avant une escalade très grave. « Nous ne pourrions parvenir à un accord que si les États-Unis et Israël le permettent à Abou Mazen et je ne pense pas qu'ils le feront », dit-il.

Javier Espinosa - El Mundo

30 septembre

Traduction de l'espagnol : Charlotte

<http://www.elmundo.es/elmundo/2008/...>

3-2 TPO : la violence raciste des colons échappe au contrôle du gouvernement israélien.

Pour la troisième fois depuis août, le personnel politique israélien semble s'inquiéter de la montée de la violence des colons israéliens à l'encontre des Palestiniens en Cisjordanie occupée.

Colons israéliens dans Hébron, répandant leur violence raciste et xénophobe...

Alors que cela se produit en même temps qu'augmente la pression des pays étrangers pour qu'Israël stoppe l'extension de ses implantations coloniales et envisage même l'évacuation de colonies de la Cisjordanie, des appels se sont fait entendre pour que des mesures légales ou militaires soient prises pour reprendre le contrôle des colons « qui commettent des saccages ».

Les attaques les plus récentes ont encore plus dérangé certains hommes politiques israéliens que les précédents incidents. Ehud Barak, le ministre israélien de la défense israélien a suggéré d'adopter « une position plus dure » à l'égard de la violence des colons en réponse à ceux qui font leur propre loi.

Barak est en particulier préoccupé par la violence accrue des colons même envers les soldats israéliens chargés de leur protection.

[Il ne faut pas s'illusionner sur la volonté et simplement la capacité de Barak, lui-même criminel de guerre passible des tribunaux internationaux, à s'attaquer aux colons qui empoisonnent littéralement les territoires palestiniens. Dans un contexte de forts marchandages pour la mise en place d'un nième gouvernement qui appliquera encore et toujours la même politique de faits accomplis favorisant l'expansion coloniale, personne ne prendra en Israël le risque de contrarier les partis politiques représentant les colons, ces partis étant devenus les véritables arbitres de toute combinaison gouvernementale - N.d.T]

Selon les médias israéliens, Barak a indiqué que bien que ceux qui commettent des violences soient fichés, ces gens « ont été rarement amenés devant un tribunal ou jugés pour leurs actions, [et] que ceux qui sont amenés devant des instances judiciaires s'en tirent avec des peines légères. »

Le député Haim Ramon [parti Kadima] a appelé dimanche à une réunion d'urgence pour discuter cette montée de la violence. Une autre source médiatique israélienne l'a cité comme ayant déclaré : « Plusieurs centaines de colons juifs hors de tout contrôle et fous furieux frappent les soldats [israéliens] et s'attaquent aux gens comme le professeur Ze'ev Sternhell [un militant israélien pour la paix]... Le gouvernement est désarmé face à eux et tous les organismes chargés de faire appliquer la loi ne font que dire qu'il n'y a rien à faire. »

Cette inquiétude renouvelée s'est exprimée le jour même où la radio de l'armée israélienne annonçait l'existence d'une carte traçant les frontières d'un état palestinien dans le cadre d'un « accord final ». Tandis que la carte elle-même n'a pas été divulguée, l'émission de radio a indiqué qu'elle incluait l'évacuation de colonies israéliennes de certaines parties de la vallée du Jourdain et du secteur d'Hébron aussi bien que de la bande de Gaza.

En échange, Israël conserverait les trois importantes colonies de Ma'ale Adumim près de Jérusalem, de Gosh Azion au sud de Bethlehem, et d'Ariel dans Naplouse.

L'accord assurerait la souveraineté palestinienne sur la vallée de la Jordanie — une terre déjà reconnue comme palestinienne — et insiste sur le fait sur les trois plus grands blocs de colonies (dont deux ont donné naissance aux mouvements violents de colons) demeurerait des îlots israéliens en terre palestinienne. Alors que l'offre est tout à fait insatisfaisante et ne mentionne aucune attribution de terres en échange de celles occupées par les grandes colonies, plus grave encore est le fait que rien n'est dit sur la façon dont Israël exercerait une souveraineté limitée à certains secteurs de la Cisjordanie.

Il est clair le gouvernement israélien n'a aucun contrôle sur les citoyens qu'il envoie dans des secteurs palestiniens, ou qu'il n'a aucun désir de contrôler leurs actions violentes. Dans les deux cas cela ne présage rien de bon pour des négociations.

Assassinat d'un berger palestinien

La vague la plus récente de violence de la part des colons a conduit à l'assassinat d'un berger palestinien, Yahya Atta Rayahin Bani Minnah, âgé de 18 ans, qui a été abattu d'au moins une vingtaine de coups de feu au cou, à la poitrine et aux jambes. Le corps de Minnah a été retrouvé samedi dans un secteur sous strict contrôle des forces israéliennes, et les témoins signalent avoir vu une voiture blanche transportant des colons s'arrêter et prendre en chasse le garçon peu de temps avant que son corps ait été trouvé.

Le même jour des colons ont attaqué le village palestinien de Kafr Addik, où ils ont blessé 4 Palestiniens. Deux semaines plus tôt une centaine de colons venant de la colonie de Yitzhar près de la ville de Naplouse en Cisjordanie occupée avaient saccagé le village voisin d'Asira Al-Qibliya, brûlant des voitures, détruisant des propriétés des Palestiniens, tirant des coups de feu en l'air et couvrant les murs de graffitis dans tout le secteur. Dans les deux cas les soldats israéliens n'ont rien fait pour arrêter les colons, et ont tiré des coups de feu en l'air lorsque les Palestiniens ont essayé de quitter leurs maisons pour défendre leurs biens. Dans les deux cas un couvre-feu militaire était imposé par les soldats israéliens au moment où les colons ont saccagé les villages. Bien que certaines des attaques aient été nominales ou des répliques directes à un acte de violence venant d'un palestinien, elles sont toujours hors de la proportion et — plus s'inquiétant pour le gouvernement israélien — hors de tout contrôle.

Après des attaques et une autonomie grandissante des colons au cours du mois août, avec par exemple une agression contre une femme palestinienne enceinte et sa fille qu'il a fallu ensuite hospitaliser, les membres de la Knesset israélienne ont réclamé une augmentation de la présence militaire autour des blocs de colonies au sud et au nord. Cette augmentation de la présence militaire était censée aider à encadrer les colons.

Après la deuxième série d'attaques de mi-septembre, des députés ont qualifié les colons en Cisjordanie « d'anarchistes » et « de voyous » et ont émis l'idée que les colons propageant la violence contre leurs voisins en Cisjordanie soient jugés et poursuivis pour leurs crimes. Au même moment le député Haim Ramon avait proposé son plan controversé d'une « évacuation-compensation » pour attirer des colons en-dehors de la Cisjordanie avec de grandes compensations.

Mais il ne s'agit pour l'instant que d'un emballement ridicule et rhétorique contre la montée de la violence de la part des colons, et les voix des colons sont bien plus puissantes pour revendiquer le droit de se substituer à l'état quand l'état lui-même n'agit pas.

Ma'an News Agency

29 septembre

traduction : Info-Palestine.net]

<http://www.maannews.net/en/index.ph...>

3-3 Point de vue de Muki Dagan : Le danger du terrorisme juif.

L'action de représailles violente (mise à sac du village, maisons brûlées, etc., ndt) organisée par plusieurs dizaines de colons d'Yitzhar contre le village palestinien voisin d'Assira al-Kabaliya (après que l'un des leurs a été poignardé par un Palestinien venu de ce village, ndt) n'est que la partie émergée de l'iceberg.

L'iceberg du terrorisme juif dont, à l'occasion, sont témoins les Israéliens.

Pendant la semaine qui a précédé cette attaque, nous avons pu noter au moins deux cas qui attestent cette réalité. Des officiels de l'Administration civile, qui voulaient confisquer du matériel de construction sur les lieux de la colonie illégale de Yaïr, se sont fait attaquer parce, que selon les colons, ils étaient arrivés "en ayant prévenu trop tard". Plus tard, le même jour, des dizaines de colons ont attaqué une base de Tshal, se sont heurtés aux soldats qui se trouvaient là pour les protéger, et ont lâché un chien sur le commandant de la compagnie. L'un des officiers a eu un doigt cassé.

Pourtant, malgré les événements à Assira al-Kabaliya, alors que la police et l'armée se rejettent l'une sur l'autre la responsabilité du maintien de l'ordre, le premier ministre et le ministre de la défense se contentent de déclarations telles que "Nous ne permettons pas que des pogroms aient lieu en Israël." La violence des colons, pendant un shabbat, a été condamnée par beaucoup, y compris par le Conseil représentatif des colons (Yesha). Mais il y a ceux qui peuvent se contenter de déclarations et ceux dont le rôle est de faire quelque chose. Le premier ministre et le ministre de la défense sont responsables du maintien de l'ordre en Cisjordanie. Pour l'instant, ils ont condamné, mais n'ont rien fait.

Cela fait un moment que les colons d'Yitzhar ignorent l'armée et la police. Les dizaines d'incidents violents et de menaces sont devenues des phénomènes réguliers pour les villageois palestiniens des environs qui connaissent également les violences commises par les agents du terrorisme juif. Et le terrorisme est un moyen de saper l'autorité d'un gouvernement élu.

Les descriptions des émeutes de samedi dernier ont montré que les colons se sont rendus au village depuis Yitzhar après la prière du matin du shabbat, après avoir mis sur pied un plan d'action. Il n'est pas difficile de supposer que le rabbin d'Yitzhar a donné son approbation à ce plan, destiné à venger le jeune homme poignardé ce matin-là (voir l'article ci-après, qui tendrait à confirmer cette hypothèse).

Le camp séparatiste des colons qui est en train d'émerger en Cisjordanie constitue une menace stratégique pour la démocratie israélienne. Violations de la loi, adoption d'une stratégie de terreur avec l'approbation d'autorités religieuses et, finalement, rébellion contre le gouvernement : tout cela caractérise des mouvements messianiques bien connus dans l'histoire juive. Ceux qui ont provoqué la destruction du Second Temple émergent aujourd'hui

sous des atours modernes (2).

Or, au-delà de condamnations dans les médias, les dirigeants ne font rien. La police et l'armée n'ont pas d'intérêt particulier à contrer ce camp séparatiste, les Palestiniens souffrent et l'opinion israélienne un dégoût qui sera vite oublié. La société israélienne doit être consciente du danger que représente un terrorisme juif en train d'émerger en Cisjordanie.

(1) Muki Dagan est membre de Yesh Din, Volontaires pour les Droits de l'Homme.

(2) Voir sur ce point d'histoire : "Les dangers du paradigme de Massada"

Mercredi 1 octobre 2008

Muki Dagan

Traduction : Gérard

Sources [La Paix maintenant](#)

<http://www.lapaixmaintenant.org/article944>

3-4 Point de vue de José Saramago : « Qui a déjà résisté 60 ans résistera 60 années de plus »

Le Prix Nobel de Littérature José Saramago a participé hier [26 mai 2008] à une réunion de solidarité avec le peuple palestinien pour marquer les 60 années de la « Nakba », la catastrophe subie par les Palestiniens lors de la guerre lancée par Israël pour imposer la fondation de son état en Palestine, provoquant ainsi l'expulsion de leurs terres de 700 000 Palestiniens.

Environ 200 personnes ont participé à la réunion publique au théâtre A Barraca à Lisbonne, avec des interventions de Miguel Portas, Alan Stoleroff, Bruno Dias et Mohammad Barakeh. Isabel Allegro et Mário Ruivo se sont exprimés au nom du Mouvement pour les Droits du Peuple Palestinien et pour la Paix au Moyen-Orient (MPPM), organisateur de la réunion.

Saramago a commencé par trouver étrange l'absence de solidarité avec la cause palestinienne de la part des gouvernements des pays arabes : « Imaginez que demain l'on apprenne que les pays arabes aient signé une déclaration d'aide inconditionnelle au peuple palestinien. On dira que j'ai la fièvre », a dit l'auteur. « L'absence, pour le moins publique, de solidarité des pays arabes avec le peuple palestinien m'attriste ».

« Certains d'entre eux », a poursuivi l'écrivain, « en sont déjà arrivés à passer un accord avec Israël, dans lequel ils reconnaissent la nécessité de deux États. Affirmation rhétorique, parce que tout cela est sans aucune conséquence. » Pour Saramago, les gouvernements successifs en Israël n'ont jamais eu qu'une idée, c'est d'en finir avec le peuple palestinien, un fantasme qu'ils n'ont pas pu mettre en œuvre mais qui est toujours présent dans leurs rêves de pouvoir. « Je pense que tant qu'il y aura un palestinien vivant, l'holocauste continuera. »

Concernant la politique des États-Unis sur la question palestinienne, Saramago estime que c'est le lobby pro-israélien qui définit réellement la politique des États-Unis. L'auteur de « L'aveuglement » a conclu avec un appel à la mobilisation pour la solidarité, en mettant en avant le rôle du MPPM dans l'organisation de la réunion de solidarité et en lançant un appel pour l'invention de formes nouvelles d'actions de solidarité « pour que demain nous soyons plus nombreux et soyons dans de meilleures conditions pour intervenir ».

« Il n'existe pas de solution en excluant le Hamas » La première intervention de la soirée a été celle de Miguel Portas, eurodéputé du Bloc de Gauche, qui a commencé en disant que « la Nakba, que nous commémorons aujourd'hui, est au cœur de ce double fait historique. Ce n'est pas par hasard que la ministre israélienne des affaires étrangères, Tzipi Livni, a expliqué à Annapolis qu'une des conditions pour la paix — dans sa version israélienne — était que les Arabes 'effacent le mot Nabka de leur dictionnaire'. Et qu'ils reconnaissent Israël comme 'état judaïque'. » Pour l'eurodéputé, par contre, « une des conditions *sine qua non* pour la résolution du conflit israélo-palestinien est au contraire la reconnaissance par Tel-Aviv de la tragédie fondatrice qui est responsable de la souffrance des Palestiniens. »

Après un résumé des événements de 1948 et de leurs conséquences, Miguel Portas a critiqué le rôle actuel de l'Union européenne, qui « se résume en une phrase : nous payons les factures des politiques de Tel-Aviv et de l'administration nord-américaine. Littéralement, Israël détruit pour la sixième fois un pont à Gaza ? Nous payons alors une septième reconstruction après avoir financé les six précédentes. » Pour Miguel Portas, « il n'y a pas de solution au conflit israélo-palestinien si on exclut le Hamas. » « Et je le dis en présence de la déléguée de l'Autorité Palestinienne, parce que ma conscience m'y oblige. Le Fatah, le Hamas et la gauche laïque sont condamnés à s'entendre. » Et il a conclu : « Je fais partie de ceux qui partagent le rêve de voir, un jour, la Palestine pour Juifs et Arabes, binational, laïque et démocratique. Ce n'est pas pour le moment l'avis des deux peuples. Il se peut qu'avant que cela se produise, il soit nécessaire qu'il y ait deux terres pour deux peuples. Ou il se peut que la fiction d'Annapolis ait tué, pour beaucoup de temps, un tel objectif. Mais je ne sais qu'une seule chose, c'est que la lutte continue et aussi notre devoir de solidarité. »

Jumelage entre Lisbonne et Gaza

L'enseignant-chercheur Alan Stoleroff, juif américain installé au Portugal, a souligné que « dans un certain sens, les Palestiniens sont devenus les juifs d'aujourd'hui » et que « sans fin de l'occupation, il ne peut pas y avoir de réconciliation. » Il a parlé ensuite de l'actuelle situation dans Gaza : « quand je regarde dans cette direction, je vois un ghetto, avec tout ce que signifie un ghetto pour un juif. » Stoleroff a terminé en lançant un appel pour que tous s'impliquent dans la diffusion de la pétition qui propose le jumelage de Lisbonne avec Gaza, « un acte symbolique de grande importance ».

Pour Bruno Dias, député du PCP (Parti Communiste Portugais), ce qui a prévalu depuis les accords d'Oslo dans la recherche de la paix « a été l'hypocrisie et une attitude intolérante de la part des Etats-Unis et de l'Union européenne : d'une part, ils exigent tous les sacrifices aux Palestiniens, mais en offrant d'un autre côté une couverture à la politique sioniste. »

Mohammad Barakeh, député du Parti Communiste israélien à la Knesset (le Parlement d'Israël), a rappelé que ce sont les mêmes qui disent ne pas vouloir oublier l'Holocauste qui veulent maintenant forcer les Palestiniens à oublier la Nakba, en citant la ministre israélienne des affaires étrangères disant aux Palestiniens : « Ils n'auront jamais l'indépendance s'ils n'oublient pas la Nakba ». Barakeh a dit plus loin que le récent discours de George W. Bush devant la Knesset « a été une déclaration de guerre aux Palestiniens » et que même la promesse de réduire les *check points* dans les territoires occupés ne sera pas remplie, puisqu'une étude des Nations Unies démontre que les postes de contrôle sont en train d'augmenter, et n'ont pas de diminuer.

La réunion s'est conclue par l'approbation par les participants d'une motion présentée par Mário Ruivo, au nom du MPPM.

José Saramago –

Esquerda 29 septembre

Tiré de <http://www.bibliomonde.com/auteur/j...>

En mars 2002 à Ramallah, en tant que membres de la délégation du Parlement des écrivains, José Saramago, a commenté la situation des territoires occupés en déclarant notamment : « Ce qu'il faut faire, c'est sonner le tocsin, partout dans le monde, pour dire que ce qui arrive en Palestine est un crime que nous pouvons stopper. Nous pouvons le comparer à ce qui est arrivé à Auschwitz. » Un peu plus tard, il précisait à l'agence portugaise Lusa : « La répression israélienne est la forme la plus perverse de l'apartheid », après une longue description de l'état de désolation des zones qu'il venait de visiter : « Personne n'a idée de ce qui se passe ici, aussi bien informé que l'on soit. Tout est rasé par les bulldozers. Les villages palestiniens ont été détruits et on n'y cultive plus rien. »

<http://www.esquerda.net/index.php?o...>

4 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

4-1 Omar : Lettre imaginaire au Quartet pour le Moyen-Orient.

Demain [vendredi 26 septembre 2008], certains parmi les dirigeants les plus puissants au monde se réuniront à New York. L'UE, les USA, la Russie et l'ONU (également connu sous le nom de Quartet) ont pour but déclaré de mettre fin au conflit au Moyen-Orient. Tony Blair, envoyé spécial du Quartet, avait préféré annuler un déplacement dans la bande de Gaza où 80% de la population dépend de l'aide alimentaire des Nations-Unies - **Si j'étais avec vous à New York...**

Alors que je pense à cet événement, je commence à faire un rêve éveillé. Dans ce rêve, j'ai quitté la bande de Gaza, où je suis un travailleur humanitaire et également un Palestinien qui souffre des effets du blocus appliqué ici.

Je ferme fort mes yeux et je suis maintenant sur un vol avec destination New York. A l'arrivée, je suis soudainement libre de mes mouvements, debout face à ces dirigeants, prêt à tenir le discours le plus important de ma vie. Mes mains tremblent légèrement. Je rajuste ma cravate, prends une gorgée d'eau et racle ma gorge. Je monte sur le piédestal faiblement allumé et commence mon discours.

Adresse au quartet

« Mesdames et messieurs, honorables membres du Quartet, je viens vers vous aujourd'hui, venant d'un minuscule bout de terre appelé la bande de Gaza.

« Je viens vers vous afin que nous ayons un entretien franc et honnête. Je viens vers vous habillé de mes vêtements de travail, les vêtements d'un travailleur humanitaire palestinien, un ingénieur en hydraulique, dont la vie est tournée autour de la fourniture d'une aide aux gens de Gaza qui continuent à souffrir.

« Je viens vers vous comme témoin. J'ai vu comment des personnes sont mortes parce qu'elles se sont vues refuser l'accès à un traitement médical en Israël. J'ai été témoin de familles devant faire leurs besoins naturels dans leurs maisons détrempées par les eaux des égouts parce que l'équipement minimum requis pour nos systèmes d'évacuation et de traitement des eaux usées, ne peut pas nous parvenir pour cause de blocus. J'ai été témoin de familles buvant de l'eau contaminée pour les mêmes raisons. J'ai été témoin de trop de choses.

Annapolis : des promesses non tenues

« Quand vous vous êtes réunis il y a presque une année à Annapolis, je vous ai entendus de loin disant au monde que les Palestiniens et les Israéliens réaliseraient la paix grâce à votre aide. Vous avez dit que vous aideriez à réformer l'autorité palestinienne, que vous appelleriez Israël à cesser d'étendre les colonies, à cesser les restrictions et sa politique répressive sur les territoires palestiniens occupés, et vous avez fait bien plus de promesses ...

« ... Mais nous attendons toujours que ces promesses deviennent réalité.

Les Palestiniens sont dépendants de l'aide alimentaire

« Certains prétendent que notre situation n'est pas si mauvaise parce que nous ne sommes pas morts de la faim ou parce que nous n'allons pas vêtus de chiffons. Mais je suis certain que vous savez combien il est difficile pour les travailleurs et leurs familles de faire face à cette situation en ce moment. Vos propres statistiques révèlent

qu'environ 80% des Palestiniens dans la bande de Gaza sont partiellement ou totalement dépendants de l'aide alimentaire.

« Mais même les agences humanitaires à Gaza se battent. Elles constatent qu'elles doivent négocier et implorer pour l'entrée dans Gaza de matériaux dont elles ont besoin pour mener à bien leurs travaux si nécessaires. Tant de projets humanitaires ont été bloqués pour cette raison, y compris des projets concernant l'eau et l'hygiène sur lesquels j'interviens. Où sont donc les améliorations que vous aviez promises il y a presque une année ? Nous avons tenté de gérer les effets du blocus mais nous ne pouvons pas en voir la fin. Pourquoi en est-il ainsi ?

Une simple demande

« Faites respecter nos droits et notre liberté. Nous ne pouvons pas mettre de pain sur nos tables avec de simples promesses.

« Je me demande si vous accepteriez de voir l'économie, les systèmes de santé et d'éducation allant à vau-l'eau, si cela arrivait aux habitants de Washington, Genève, Moscou ou Bruxelles ?

« Normalement, si vous avez un problème à l'intérieur d'une communauté, quelqu'un se présente et agit en tant que médiateur. Vous, dirigeants, êtes les médiateurs. Vous vous êtes réunis pour conclure un accord de paix avant la fin de cette année.

La balle est dans votre camp

« Vous, dirigeants, avez toujours la balle de votre côté - il est temps que vous nous la renvoyiez.

« Venez maintenant vous assoir près de moi et ne me tournez pas le dos. »

Omar - association Oxfam

26 septembre

* Omar est travailleur humanitaire et collabore avec Oxfam

http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=5129

4-2 Des villages palestiniens attaqués.

Le Premier ministre sortant Ehoud Olmert a déclaré que le rêve d'un « Grand Israël » ne serait pas réalisé, au lendemain d'un raid mené, en guise de représailles, par des colons dans le village palestinien d'Assira Qabaliya, dans le nord de la Cisjordanie, qui a fait de graves dégâts et plusieurs blessés. « Il n'y aura pas de pogroms contre des habitants non-juifs », avait déclaré le Premier ministre sortant aux membres de son cabinet, le 14 septembre.

La police a déclaré avoir ouvert une enquête, mais n'avoir procédé à aucune arrestation. Le comité des affaires internes de la Knesset (l'Assemblée) a convoqué une réunion d'urgence pour débattre de l'incident, provoqué par un Palestinien, qui avait poignardé un jeune garçon et incendié une maison, dans une nouvelle implantation de colons israéliens.

Des images vidéos montrent des colons attaquant le village palestinien en présence de soldats israéliens. « Que l'armée soit là ou non, les colons attaquent », a déclaré un habitant palestinien à IRIN.

Pourtant, selon un communiqué publié par l'armée israélienne, « conformément à la consigne et aux ordres des commandants, un soldat ne doit pas rester sans rien faire, mais agir pour prévenir les troubles violents ».

Selon une source des forces de sécurité, deux armes à feu ont été confisquées aux colons qui ont attaqué le village. Peu après le discours de M. Olmert, les colons se sont rendus à Awarta, une autre ville, et ont incendié plus de 400 oliviers palestiniens, selon les habitants.

« Les arbres ont brûlé pendant des heures », a raconté Asad Loolah, expliquant à IRIN qu'il avait perdu une cinquantaine d'arbres.

Il a fallu près d'une heure pour que le camion des sapeurs-pompiers puisse se rendre sur les lieux, en raison des restrictions imposées par Israël à la circulation des Palestiniens en Cisjordanie. En outre, les habitants ont rapporté que les ambulances palestiniennes, dépêchées pour évacuer les blessés, la veille, à Assira, avaient été retardées.

De plus en plus d'attaques

En août, « 37 personnes ont été blessées au cours d'attaques menées par des colons israéliens, le bilan le plus lourd depuis janvier 2005 », a indiqué le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA) dans les Territoires palestiniens occupés.

« Les mesures de maintien de l'ordre lacunaires des autorités israéliennes semblent être un des principaux facteurs à l'origine de la persistance de ce phénomène de violence observé chez les colons, au fil des années », écrivait récemment l'agence dans un numéro de son bulletin The Humanitarian Monitor, publié le 12 septembre.

« Là, c'est Yitzhar, là, c'est Brakha et là, c'est Itamar », a expliqué Hani Darawshe, un habitant, indiquant du doigt les collines avoisinantes, qui comptent chacune une colonie israélienne, établie sur des terres qui appartenaient aux Palestiniens, affirment ces derniers.

À proximité de chaque colonie, se trouvent plusieurs « nouvelles implantations », satellites d'une colonie principale, qui couvrent de plus en plus de terres palestiniennes.

« Nous vivons ici depuis des centaines d'années », a expliqué M. Darawshe, ajoutant que les constructions du village dataient de l'empire romain. La terre qu'ils ont quittée leur est désormais quasi interdite d'accès.

« J'ai besoin de me mettre d'accord avec l'armée [israélienne] pour me rendre sur mes terres », a déploré M. Loolah. « Ils ne m'autorisent à m'y rendre que deux ou trois jours par an. Je n'ai pas l'occasion de tailler ni d'arroser les arbres, et je n'ai pas assez de temps pour cueillir mes olives ».

« Vous voyez, c'est tout desséché et tout fouillis », dit-il, en montrant du doigt cette terre inaccessible où lui-même et 15 autres familles ont perdu de nombreux arbres, ajoute-t-il.

À l'approche de la récolte des olives, qui doit commencer après l'Aïd el Fitr, à la fin du Ramadan (début octobre), M. Loolah s'inquiète de sa production prévue, une source de revenus importante.

(IRIN)

22 septembre

4-3 Pogrom à Naplouse.

22/09

Avec l'accord ostensiblement tacite de l'armée israélienne d'occupation, des gangs de terroristes juifs, autrement connus comme colons, ont assailli des civils palestiniens sans protection et leurs biens dans plusieurs endroits de Cisjordanie.

L'incident le plus sérieux a eu lieu dans le village d'Asira Al-Qibiliya au sud de Naplouse cette semaine, quand des dizaines de colons lourdement armés se sont déchaînés sur une paisible communauté arabe, tirant au hasard sur des Palestiniens terrifiés et vandalisant leurs maisons et leurs voitures.

Craignant pour leurs vies, les villageois ont dû soit fuir le village soit se barricader dans leurs maisons alors que les soldats israéliens refusaient de faire de véritables efforts pour stopper les colons déchaînés.

Une séquence de l'incident, obtenue auprès de l'association israélienne pour les droits de l'Homme, B'Tselem, montrait les soldats israéliens présents sur la scène du saccage, mais ne faisant virtuellement rien pour stopper la violence.

A la fin de la tentative de pogrom, huit locaux ont été blessés, dont deux qui ont reçu de sérieuses blessures par balles.

Hassan Sharaf est le chef du conseil local à Asira Al-Qibiliya.

Il a accusé l'armée israélienne de « connivence, collusion et coordination avec les colons. Il était absolument clair que les soldats ne s'occupaient pas sérieusement des terroristes. Les colons se comportaient et agissaient comme s'ils avaient reçu le feu vert de l'armée ».

Les colons ont dit qu'ils ripostaient à un incident précédent dans lequel un jeune colon a été attaqué par un assaillant palestinien non identifié.

Le garçon a été seulement légèrement blessé, jetant un doute sur la crédibilité du rapport israélien de l'incident.

Certains spécialistes israéliens et palestiniens rejettent la justification des colons comme un mensonge flagrant. « Ils veulent simplement tuer des palestiniens et créer une atmosphère de terreur pour nous faire fuir et laisser la terre à ces brutes », a dit Ahmed Asayra, un professeur local.

L'opinion du professeur est confirmée par les paroles du rabbin local d'Ytzhar : « Nous devons adopter une politique de punition collective contre les Arabes, même au niveau des repréailles. Beaucoup d'opportunités s'offrent [à nous], à la fois en incitant les Arabes à partir et en les déportant par la force. Mais nous devons commencer les incitations maintenant », a dit le rabbin David Dudkevitch.

Les rabbins sionistes tels que Dudkevitch enseignent que les non-juifs vivant sous l'autorité juive doivent être réduits en esclavage comme « des coupeurs de bois et des porteurs d'eau » et doivent être expulsés ou exterminés. Il soutient aussi qu'en temps de guerre, les Juifs peuvent tuer des civils non juifs sans tenir compte du fait que ces gens soient innocents ou non.

D'autres rabbins extrémistes comme le rabbin David Bastri enseignent ouvertement que les non-juifs sont réellement des animaux dans leur nature foncière et que Dieu les a créés sous une forme humaine seulement par égard pour les Juifs puisqu'il ne convient pas que les juifs soient servis par des animaux.

La morale de cette théologie sectaire est que les vies des non-juifs n'ont pas de caractère sacré.

En vérité, ces interprétations du Talmud violentes et terrifiantes ne sont plus circonscrites à quelques rabbins fanatiques. Elles représentent le courant principal de pensée du sionisme religieux, qui montre réellement jusqu'à quel point les colons juifs veulent aller pour réaliser leurs desseins génocidaires contre les Palestiniens.

Une association israélienne pacifiste, La Paix Maintenant, dénonce la nonchalance de l'armée envers les colons et presse l'armée d'abroger les permis de port d'armes des colons. « Il est manifeste que les colons ne manquent aucune opportunité de causer du tort aux Palestiniens et de mettre en danger les vies humaines », a dit le secrétaire général de La Paix Maintenant, Yariv Openheimer.

Il est vraisemblable que l'appel d'Openheimer tombe dans les oreilles sourdes du gouvernement, de l'armée, de la Knesset et en particulier du système judiciaire, fortement infiltré par des juges racistes qui donnent systématiquement des peines de prison extrêmement légères pour les colons reconnus coupables d'agression sur des Palestiniens innocents, même quand ils leur ont causé des blessures corporelles graves.

Le premier ministre israélien sortant Ehud Olmert a dénoncé le saccage d'Asira Al-Qibiliya, disant qu'Israël ne permettrait pas aux colons d'effectuer des pogroms contre les non-juifs. « Le phénomène de colons prenant la loi dans leurs mains et s'en prenant avec violence et brutalité est inexcusable et sera traité par les autorités d'application de la loi », a dit Olmert qui parlait pendant le conseil des ministres hebdomadaire. Il a ajouté qu'il espérait que « les autorités prennent des mesures pour mettre fin à ce grave phénomène ».

Le ministre de la Défense Ehud Barak a fait des remarques similaires, mais a répondu que l'armée israélienne d'occupation ne pouvait pas faire observer « les règles de la loi » sans la coopération de la police et du système judiciaire.

La référence de Barak au manque de coopération du « système judiciaire » israélien dans les territoires occupés est une tardive mais importante reconnaissance que les tribunaux et les juges avalisent pratiquement les actions des colons qui ont de puissants soutiens dans le gouvernement et l'armée.

Ce point de vue est validé par le fait que l'armée israélienne s'est abstenue d'arrêter les auteurs de la tentative de pogrom à Asira Al-Qibilya en dépit des dénonciations hypocrites d'Olmert et Barak. En analyse finale, ce qui compte réellement, soutiennent les militants pour les droits de l'Homme, c'est ce que l'armée israélienne d'occupation fait sur le terrain, et non ce que les politiciens disent dans les médias.

Il y a deux bonnes raisons de ne pas prendre les dénonciations d'Olmert et Barak au sérieux. Premièrement, l'armée israélienne est elle-même fortement infiltrée par les éléments sionistes, spécialement les disciples de leur mentor Abraham Kook. Certaines sources israéliennes ont estimé que plus de 50% des officiers sont soit des colons eux-mêmes soit des adhérents du sionisme religieux. Beaucoup de soldats israéliens servant en Cisjordanie sont eux-mêmes des colons, ce qui explique la répugnance de l'armée à s'occuper plus énergiquement de la violence des colons contre les palestiniens.

En second lieu, Israël entre dans une saison pré-électorale et les politiciens y regardent à deux fois avant de fâcher et de s'aliéner le puissant camp sioniste religieux.

Alors que les juifs israéliens tendent vers le chauvinisme de droite, cette campagne de nettoyage ethnique va continuer à moins qu'une pression extérieure lui soit imposée.

Source : Al-Ahram

Traduction : MM pour ISM

<http://www.palestine->

[info.cc/fr/default.aspx?xyz=U6Qq7k%2bcOd87MDI46m9rUxJEpMO%2bi1s7t9u1sqoV1liB4ksOww0z6LNaPjkKZnLaq82G9bnalivrZACTYo4CAol5uh1uSc5KvrQW4RKwokenJ2yh4RnPGCwUQOEejTJyccuYpefZqil%3d](http://www.palestine-info.cc/fr/default.aspx?xyz=U6Qq7k%2bcOd87MDI46m9rUxJEpMO%2bi1s7t9u1sqoV1liB4ksOww0z6LNaPjkKZnLaq82G9bnalivrZACTYo4CAol5uh1uSc5KvrQW4RKwokenJ2yh4RnPGCwUQOEejTJyccuYpefZqil%3d)

5 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion.

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

5-1 Analyse de Rabah Mehanna, Il y a toujours une partie qui met les bâtons dans les roues"

Rabah Mehanna, membre du bureau politique du FPLP, s'exprime sur la situation politique interne et les chances du dialogue inter palestinien.

Al-Ahram Hebdo : Malgré les efforts égyptiens et arabes, le dialogue interpalestinien n'a toujours pas abouti. Peut-on parler de blocage et y a-t-il un délai fixé pour parvenir à un résultat ?

Rabah Mehanna : Même si les résultats se font toujours attendre, nous avons noté un véritable sérieux au cours de nos rencontres avec les responsables égyptiens qui déploient d'énormes efforts pour la réussite du dialogue et qui ont mobilisé une position arabe importante en gagnant le soutien de l'Arabie saoudite, du Yémen et de la Syrie. Les responsables égyptiens qui parrainent ce dialogue ont déterminé un délai allant d'un mois et demi à deux mois pour formuler une vision qui prépare la voie à un dialogue inter palestinien qui devra durer plusieurs jours.

- Quels sont les points sur lesquels il y a accord et ceux sur lesquels il y a désaccord ?

Nous avons discuté avec les responsables égyptiens de différentes questions. Nous nous sommes mis d'accord sur le fait que le dialogue doit se baser sur le document d'entente nationale et l'accord du Caire de 2005. Il a été également conclu que l'objectif du dialogue est de mettre fin aux dissensions internes et de former un gouvernement d'entente nationale qui sera chargé de 2 missions. Premièrement, unir les institutions palestiniennes et deuxièmement préparer des élections présidentielles et parlementaires. Concernant ces élections, il s'agira d'un scrutin par liste. Nous nous sommes également mis d'accord sur la nécessité de restructurer les services de sécurité.

Cependant, les avis ont divergé autour de la question de l'envoi de forces arabes à Gaza, car une telle solution peut engendrer de nombreux risques. Nous avons donc proposé la formation d'un conseil palestinien de sécurité nationale chargé de réformer les appareils de sécurité palestiniens en collaboration avec des experts arabes.

- Quel rôle pourrait assumer le Front Populaire de Libération de la Palestine (FPLP) dans le dialogue inter palestinien dans le contexte du différend entre le Hamas et le Fatah ?

Tous les points proposés dans le dialogue national sont des initiatives du FPLP puisque nous agissons non en tant que médiateur, mais en tant que partie concernée qui propose un point de vue national loin de tout compte personnel. La seule chose qui compte est l'intérêt national.

- Il a été dit que l'Egypte et la Ligue arabe tendent à contraindre le Fatah et le Hamas à accepter des propositions déterminées afin de régler la crise. Qu'en est-il ?

Dans nos rencontres avec les négociateurs égyptiens et de la Ligue arabe, nous avons en effet noté une tendance arabe allant dans cette direction. Une série de propositions sera exposée et les parties concernées devront les accepter toutes ou les refuser toutes. Je pense que le Conseil des ministres arabes des Affaires étrangères donnera à l'Egypte la prérogative de soumettre ces propositions. L'Egypte et la Ligue arabe exercent de fortes pressions sur toutes les parties pour la réussite du dialogue.

- Pensez-vous que le Hamas est prêt à faire des concessions ?

Nos confrères du Hamas commettent parfois certaines erreurs. Cela dit, il existe au sein du mouvement des personnes qui sont conscientes de l'intérêt national. Et notre rôle, ainsi que celui des Arabes, est d'encourager ces personnes pour revenir à la table des négociations.

- Mais la crise risque de s'accroître notamment après les récentes déclarations des deux parties au sujet de l'échéance de janvier prochain. Est-il possible que Mahmoud Abbas soit prêt à trancher toutes les questions suspendues avec le Hamas avant la fin de son mandat ?

Suite à nos rencontres avec les différentes parties, nous avons ressenti beaucoup de sérieux chez Abbas. Mais le problème c'est qu'il y a toujours parmi les négociateurs une partie qui met les bâtons dans les roues et on se retrouve ainsi toujours à la case départ.

- Vous avez récemment fait des déclarations hostiles envers le Hamas. Y a-t-il une crise entre le Hamas et le FPLP ?

Mes déclarations ne sont pas hostiles. J'ai tout simplement critiqué les propositions faites par le dirigeant du Hamas Mahmoud Al-Zahar lors d'une conférence populaire à Rafah. Il avait alors déclaré que c'était à partir de Gaza que devait se lancer le projet islamique et c'est une erreur grave.

- Certains estiment que la restructuration de l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP) devrait passer avant la réconciliation entre le Fatah et le Hamas. Quel est votre avis ?

Il s'agit en effet d'une question importante qui a été largement discutée lors des rencontres avec les responsables égyptiens. Je pense que le président Mahmoud Abbas a entravé l'application de l'accord du Caire de 2005 qui abordait principalement la question de la restructuration de l'OLP. C'est là l'une des causes de la tension qui règne sur la scène politique palestinienne. En effet, la restructuration de l'OLP et le renforcement de son rôle en tant que représentant légitime et unique du peuple palestinien sont une nécessité pressante.

Propos recueillis par Achraf Aboul-Hol

17-09

http://www.info-palestine.net/article.php?id_article=5080

5-2 Analyse de Mohammed As-Saroudjy : La résistance et l'échec de "la grande Israël.

Depuis plus d'un siècle, en 1897 précisément, Herzl a pris la parole dans la première conférence sioniste tenue en Suisse, pour annoncer l'objectif principal du mouvement sioniste.

Il l'a clairement défini : « Rétablir le royaume d'Israël", avec ses frontières historiques, de la mer jusqu'à la rivière ».

Les ans passent pour que le dix-septième premier ministre de l'Etat d'Israël" contredise le premier chef sioniste Herzl.

En effet, Olmert déclare, le dimanche 15 septembre 2008, devant ses ministres, que le rêve s'est transformé en cauchemar : « "Une Israël de la mer à la rivière" n'est plus qu'une grande illusion. Les anciens chefs d'Israël étaient dans l'erreur. Nous devons partager la terre avec ceux qui y vivent déjà ».

Qui a poussé Olmert à ce qu'il reconnaisse la crue réalité ? Et quelles sont les indications de l'évaporation dudit rêve ? La résistance s'est-elle montrée plus consciente de la nature du conflit de ces régimes arabes qui traitent l'Entité sioniste comme une fatalité ?

Les indications montrant que ce rêve-là n'est plus qu'une illusion sont nombreuses, dont les suivantes :

- Le sentiment national est bien faible chez les Juifs, selon les centres d'études sionistes.
- "Israël" n'est plus considéré comme la patrie nationale des Juifs. Et comme elle n'est plus qu'un pays comme un autre, les Juifs ne trouvent plus d'intérêt d'aller y vivre.

En 2007, n'ont émigré vers "Israël" que 18500 personnes. C'est le nombre le plus maigre depuis 1988.

- Les données du bureau du premier ministre spécialisé à renforcer les liens avec les Juifs du monde confirment que 70% des Juifs des Etats-Unis n'ont jamais été un jour en "Israël" et n'ont pas l'intention de la visiter. 50% des jeunes Juifs des Etats-Unis ne s'intéressent même pas à l'existence d'"Israël".

- La vraie Entité sioniste se trouve à Tel-Aviv. Elle ne peut aller plus loin, malgré les milliards de dollars dépensés.

- Les Ashkenaz, les Juifs venant de l'Europe, gardent toujours les adresses de leurs parents. Beaucoup d'entre eux posent une demande pour avoir des passeports européens.

- "Israël" a connu plusieurs défaites. La guerre de 1973. La première Intifada de 1987. La retraite israélienne du Sud du Liban. La deuxième Intifada. Et surtout la sixième guerre perdue devant le Hezbollah, guerre qui a démontré que l'armée israélienne n'est plus invincible.

- Les opérations de qualité exécutées par les factions de la résistance palestinienne ont perturbé l'Entité sioniste au niveau militaire comme au niveau des renseignements.

- L'état-major israélien a reconnu que son établissement militaire est usé.

- Les données démographiques sont au profit des Arabes. C'étaient ces données qui avaient poussé l'Entité sioniste à lancer la déclaration de l'Etat juif, une déclaration approuvée par le Congrès américain, des mesures destinées à déporter la population arabe et à fermer la possibilité aux déportés de retourner aux territoires palestiniens occupés en 1948.

Finalement, on remarque que la résistance s'est démontrée bien consciente de la nature du conflit et bien croyante en son droit national et légitime. Elle n'a pas cédé au mensonge lancé par ces systèmes politiques

arabes qui disent que l'Entité sioniste reste un sort inévitable. La résistance pourra être fière d'avoir pu démontrer que cette région du monde reste imprenable.

Mohammed As-Saroudjy

Article traduit et résumé par le CPI

29/09

5-3 Analyse de CAPJPO-EuroPalestine : Enlèvement et assassinat d'un palestinien par des colons israéliens.

Chères amies, Chers amis,

Pendant que le monde craque de toutes parts sous les coups de boutoir des magouilles financières des uns et des guerres engagés par les mêmes, Israël serre chaque jour d'un cran supplémentaire la vis destinée à étrangler les Palestiniens.

Ce samedi 27 septembre après-midi un jeune berger palestinien de 18 ans, Yahia Ateya Fahmi Bani Maneya, du village d'Aqraba au sud-est de Naplouse a été enlevé et assassiné de 20 balles dans le corps par des colons. Soyez certains que l'impunité leur est garantie. Personne ne viendra remettre en cause cette "civilisation" ou ces barbares made in Israël.

Barbares qui ne font qu'imiter ce que pratiquent leur gouvernement et leur armée en toute légalité. Un pays, rappelons-le, qui tire sur des individus avec des missiles : ces fameux "assassinats ciblés" qui laissent des enfants et des femmes amputés des bras et des jambes, dans la Bande de Gaza, mais que l'on ne se risque pas à nous montrer dans les reportages télévisés.

Autre trouvaille : le gouvernement israélien veut désormais imposer les uniformes orange de Guantanamo aux prisonniers palestiniens !

Un comité de prisonniers appelle à l'aide contre cette nouvelle décision destinée à stigmatiser les 11.000 otages palestiniens, qui non seulement ne bénéficient pas du statut de prisonniers politiques, qui sont soumis à la torture, et que l'on voudrait assimiler à des terroristes.

Nous vous appelons à réagir contre ce nouvel acte de barbarie. Nous vous proposons d'organiser des défilés de détenus là où vous résidez et appelons à une mobilisation sur ce thème le week-end du 11 et 12 octobre prochains. Merci à tous ceux qui sont d'accord pour y participer de nous envoyer leurs coordonnées par retour de mail. Toutes vos suggestions d'actions sont également les bienvenues.

Des comités de soutien à Salah Hamouri, jeune prisonnier franco-palestinien condamné à 7 ans de prison pour avoir eu des "mauvaises pensées" (sic) en passant à Jérusalem devant le domicile d'une personnalité israélienne d'extrême-droite, se créent actuellement dans toute la France. Denise Hamouri, la mère de Salah, de passage à Paris, a donné le coup d'envoi le 18 septembre dernier, à la première réunion de ce comité national, qui réunit de nombreuses personnalités et toutes les associations qui luttent pour la libération des 11 000 résistants palestiniens emprisonnés en Israël. Nous saluons cette initiative commune, nous vous appelons à rejoindre ces comités partout où ils existent, et à en créer là où il n'y en a pas encore.

Salah Hamouri, ni aucun autre des prisonniers et prisonnières palestiniens ne doit être contraint de porter ces uniformes orange !

Nouvelle provocation : la construction d'une synagogue à 40 m de la mosquée Al-Aqsa !

Toujours à la recherche de nouvelles provocations, Israël a entamé le mois dernier la construction d'une rampe le long du côté ouest de la Mosquée Al Aqsa dans la Vieille Ville de Jérusalem-Est, au risque d'endommager l'un des murs du sanctuaire. Le projet de synagogue doit servir de passage pour se rendre au mur des Lamentations et formera une nouvelle zone touristique complétée par 70 logements pour une colonie surplombant la mosquée Al Aqsa et le Dôme du Rocher.

Israël cherche de toute évidence à mettre le feu aux poudres, afin de "finir le travail" comme diraient les partisans du nettoyage ethnique. Affamés, emprisonnés, assassinés, les Palestiniens résistent toujours, et apprécient chaque bouffée d'oxygène que nous sommes en mesure d'insuffler. (Merci, à ce propos à ceux qui ont envoyé un don pour les enfants de prisonniers et de martyrs de Naplouse, à l'occasion de la fête de l'Aïd Al-Fitr. Nous leur ferons parvenir demain a somme de 1500 euros).

Combien de temps encore les dirigeants israéliens pensent-ils pouvoir tenir par le seul usage de la force ? On peut effectivement faire taire beaucoup de gens en les terrorisant. Le régime des camps, à l'Ouest comme à l'Est, celui des massacres perpétrés dans de nombreux pays, des dictatures mises en place ici et là, des divisions instaurées un peu partout au profit de quelques uns, est certes d'une efficacité redoutable. Créer un environnement hostile, permet de justifier la multiplication et la sophistication des armes, des méthodes "sécuritaires", des murs, des barbelés, des barrages, des "incursions" et des kidnapping, tout en prétendant mener la "guerre contre le terrorisme". Mais pendant combien de temps ?

Amicalement,

CAPJPO-EuroPalestine

29 septembre

5-4 Analyse de Daniel Bendayan : Israël : Avenir politique incertain.

Le Quartet diplomatique pour le Moyen-Orient (USA, UE, ONU, Russie) a pressé Israël et les Palestiniens de mettre tout en œuvre pour arriver à un accord de paix avant la fin de l'année. Cette demande a été faite après

une réunion du Conseil de sécurité de l'ONU, à la demande la Ligue Arabe, sur l'expansion des localités juives en Judée-Samarie.

Le communiqué d'après Conseil a montré des efforts concertés pour aboutir à une position pondérée. Il a d'abord été souligné les progrès réalisés dans la prise de contact entre les parties en présence, mais il a aussi été enjoint à chacun de s'abstenir de toute action qui pourrait saper ou compromettre les résultats des négociations.

Pendant la session, le Président de l'Autorité Palestinienne, Mahmoud Abbas, a montré aux membres du Conseil une carte qui selon lui représenterait l'expansion des « colonies », ajoutant, à l'instar de l'Arabie Saoudite et de la Ligue Arabe, que l'on devait mettre un terme à la « diplomatie des colonies » et à la « colonisation israélienne dans les territoires palestiniens ».

Le Secrétaire général de la Ligue Arabe, Amr Moussa, a fait part de son scepticisme. Il a rappelé qu'il ne restait plus que 3 mois avant la fin de l'année 2008 et qu'il n'y avait pas le moindre signe d'émergence d'un Etat palestinien.

Condoleeza Rice, la Secrétaire d'Etat américaine, a rappelé pour sa part, qu'il y a moins d'un an, aucun processus de paix n'était engagé.

L'ambassadeur d'Israël aux Nations Unies, Gabriela Shalev, a indiqué : « Nous privilégions une solution à deux Etats. Nous continuons de négocier avec le Président palestinien. Israël est préparé, si les conditions arrivent, à faire des concessions douloureuses en ce qui concerne le problème des « colonies » ».

Et alors que du côté palestinien, on craint que le changement de gouvernement au sein de l'Etat juif ne vienne compromettre encore davantage les minces espoirs de voir aboutir les objectifs formulés à la conférence d'Annapolis, le Premier ministre désigné, Tsipi Livni multiplie les efforts pour former une coalition viable.

Si de nouvelles élections devaient avoir lieu, cela remettrait en cause les acquis négociés par elle-même et Ehoud Olmert dans le processus de paix avec les palestiniens. Le temps lui est donc compté, d'autant plus que les palestiniens l'ont mis en garde en cas d'échec du processus avant fin 2008.

Dans ce contexte, la politique extérieure joue un rôle primordial dans la formation de son gouvernement.

À ce titre, le ministre de la Défense et leader du parti Travailleiste Ehoud Barak devrait demander à Tzipi Livni, de conduire les négociations avec la Syrie et, selon des sources proches de son parti, d'être entièrement impliqué dans tous les aspects des pourparlers avec les Palestiniens.

Livni avait promis à Barak un partenariat entier, sincère et de longue durée dans la « direction des affaires de l'Etat ». Elle s'était aussi engagée à tenir compte de la position du parti Travailleiste en tant que partenaire clef dans le gouvernement. Cependant, une source proche de Barak a déclaré que « les négociations de la coalition ne seront pas simples ».

Les négociations se poursuivent également au sein de Kadima. Vendredi dernier, Tzipi Livni a rencontré le ministre des transports Shaoul Mofaz. C'est la première fois qu'ils ont une conversation depuis les primaires. On s'attend à ce qu'ils se rencontrent de nouveau dans une semaine.

Selon des associés du leader de Kadima, Mme Livni souhaiterait le retour de M. Mofaz aux affaires et à un poste clef au sein du gouvernement. Dans le cas où Tzipi Livni arriverait à former un gouvernement, il n'est pas exclu que Mofaz se voit confier le portefeuille des Affaires étrangères et le poste de Vice Premier Ministre.

« Nous considérons que Mofaz est un partenaire important pour le leadership de Kadima et pour le prochain gouvernement » a déclaré un de ses associés. À la suite de sa défaite aux primaires, Mofaz avait surpris tout le monde en annonçant son retrait de la vie politique.

Rien ne semble plus incertain.

Selon des sources de Kadima, les projets de Mofaz sont inconnus : « de fortes pressions sont exercées sur lui, aussi bien d'activistes sur le terrain que de la direction de Kadima, pour un retour à des activités politiques, cependant rien n'est sûr pour le moment ».

Dans l'hypothèse où Mofaz accepterait de rentrer dans un nouveau gouvernement, jouera-t-il les « Monsieur Sécurité » ou suivra-t-il la ligne de Livni ? L'issue des futures négociations avec les Palestiniens pourrait en dépendre, surtout si Mofaz devenait ministres des Affaires étrangères.

Il devient clair que Tzipi Livni ne manque pas de détermination pour former un gouvernement le plus rapidement possible.

Des membres de l'équipe de Livni doivent également avoir des discussions avec des membres du parti orthodoxe Shas. La question des allocations familiales devrait être à nouveau mise sur la table. Quant à M. Netanyahou, il a rejeté mardi dernier l'appel de Tzipi Livni à former un gouvernement d'Union nationale.

Consciente du fait que sa victoire n'a tenu qu'à un fil lors des primaires de Kadima, T. Livni sait qu'elle ne sera pas en position de force si des élections anticipées devaient avoir lieu. Elle préfère donc tirer profit de l'opportunité qui lui est donnée en devenant Premier Ministre.

Par Daniel Bendayan pour Guysen International News

Dimanche 28 septembre 2008 à 18:51

<http://www.guysen.com/articles.php?sid=8157>

L'horrible politique israélienne de punition collective a eu un grand impact sur la vie des civils dans la bande de Gaza et en Cisjordanie. Ces gens qui sont punis sans raisons, font partie de la région où ils vivent. Dans la bande de Gaza, le siège imposé depuis plus d'un an, frappe toujours.

La Cisjordanie est encore sous contrôle total de l'armée israélienne et les colonies avalent de plus en plus de terres palestiniennes.

Dans la bande de Gaza où j'habite, il y a de nombreuses histoires cachées de ceux qui sont punis!

J'ai appris dernièrement l'histoire de gens qui ont été gravement blessés par l'armée israélienne. J'ai fait tous les efforts pour recueillir les données, j'ai pris mon appareil photo et je suis allé leur rendre visite!

Dans la maison, j'ai été choqué par ce que j'ai vu, des personnes innocentes, sans jambes, mais le cœur terrifié et triste !

«C'était un matin nuageux, confus et effrayant. Mon cœur battait très vite et mon fœtus de 7 mois n'arrêtait pas de bouger. Plus les minutes avançaient, plus mon cœur palpitait jusqu'à ce que le moment décisif soit arrivé. J'ai vu des jambes amputées et j'ai eu le visage couvert de sang." raconte Maha

C'est arrivé le 1er mars 2008, le jour où Israël a annoncé officiellement qu'un holocauste était en cours à Gaza et où au moins 140 personnes innocentes ont été massacrées.

La plupart d'entre elles étaient des enfants et des civils qui ont payé le prix pour les tirs de roquettes Qassam des militants sur Israël!

Maha, Jaber et Fatima se trouvaient dans leur appartement au 5ème étage. Maha, enceinte, habitait sa fille de trois ans, Fatima, lorsque l'arme de destruction a frappé leur balcon.

L'obus est tombé directement et a ensuite traversé cinq murs de l'appartement avant de s'arrêter. L'arme de destruction a allumé un incendie dans la cuisine quand les bombes de gaz ont explosé.

Il semble que Maha, la mère, sa fille Fatima et leur neveu Jaber étaient directement visés par l'arme de destruction israélienne.

Maha m'a raconté qu'elle a été touchée sur la quasi-totalité de son corps par des éclats d'obus et à ce moment-là, elle a vu voler une jambe, du sang et des os. «J'ai entendu ma fille pleurer et gémir. Son corps était couvert de décombres et son sang coulait de son petit corps. J'ai essayé de l'aider mais je ne pouvais pas en raison de mes blessures extrêmes."

Maha a perdu son pied gauche et le mollet de sa jambe droite. Maha a maintenant un pied en plastique grâce à des médecins turcs mais elle est loin d'avoir récupéré.

Jaber, 15 ans, était assis sur une chaise en plastique dans la salle de séjour. Il était triste, déprimé et frustré à son sujet! Il m'a dit : "Un obus m'a détruit. Je suis maintenant détruit. Je suis maintenant inutile. Je ne peux rien faire par moi-même, je n'ai pas de jambes."

Jaber n'était pas en mesure de continuer à parler. Il a fondu en larmes en raison de l'amputation de ses deux jambes qui l'ont rendu totalement dépendant de sa famille. Sa détresse m'a bouleversé et j'ai pleuré moi aussi!

La petite Fatima fait des cauchemars tous les jours, elle est nerveuse et est devenue renfermée, déprimée et introvertie.

Les médecins ont prescrit une réadaptation psychologique à cette innocente qui a eu son enfance massacrée par le cycle de la violence!

La famille a été d'abord soignée à l'hôpital local d'Al Shifa. Maha a été soignée sans aucune anesthésie car elle était enceinte. Après elle a été envoyée en Turquie où elle a accouché son bébé, qui a reçu une identité turque avant leur retour à Gaza il y a 20 jours.

Maintenant, Jaber a peut-être une chance d'aller se faire soigner en Israël, pour avoir des prothèses numériques pour ses jambes !

Maha a encore l'espoir de repartir se faire soigner à l'étranger pour avoir une prothèse numérique pour son pied !

Fatima fait toujours des cauchemars et est introvertie!

Jaber est accablé par la tristesse

Par Sameh A. Habeeb

Voir l'ensemble des photos : Source <http://www.gazatoday.blogspot.com/>

<http://www.palestine-info.cc/fr/default.aspx?xyz=U6Qq7k%2bcOd87MDI46m9rUxJEpMO%2bi1s7liCpqqOEympvBkXguYH4NiFhYS%2fIKHwAwwHIMGpYNHmWXNJfsmv3IS2zs5uHndsRMwpeXHShWE4RgVkuMtruNR%2bfyLQkLgAdX6KVBy6d%2fCo%3d>

6-2 Myriam Abraham : Armement Sécurité Stratégies Militaires.

D'anciens officiers militaires et du Renseignement Israélien mènent des activités de Coopération Sécuritaire dans des Pays Arabes

Selon un article du quotidien israélien Haaretz du jeudi 18/09/08, des douzaines d'anciens officiers militaires israéliens et un grand nombre d'agents du Mossad et du Shin Ben (Shabak – sécurité intérieure) sont actifs dans plusieurs pays arabes du Golfe en partenariat avec certaines institutions de ces pays.

Les pays en question entretiennent des relations privilégiées avec les Etats Unis et les services de sécurité israéliens y sont actifs par le biais d'agences de sécurité étrangères spécialisées qui y ont développé leurs activités.

Selon l'article du Haaretz, les officiers de sécurité ont développé un large éventail d'activités dans les pays du

Golfe dont le montant atteint des dizaines de millions de dollars. Parmi celles-ci : l'entraînement du personnel de sécurité arabe au maniement d'armement sophistiqué, d'équipement d'espionnage, de techniques de protection aux frontières, de techniques pour contrer des kidnappings, pour déjouer des coups d'état, et des tentatives pour occuper des installations stratégiques telles que les raffineries de pétrole.

L'article mentionne également plusieurs noms d'ex officiers israéliens de sécurité haut gradés qui participent à ces programmes d'entraînement dont Giora Island, ancien Directeur du Conseil de Sécurité National Israélien, et le général Doron Almong. De plus, plusieurs sociétés dont certaines liées à l'IAI (Israéli Air force Industries) sont également actives dans le Golfe Arabe sous supervision directe de la Sécurité Intérieure Israélienne.

Ainsi, la société suédoise internationale AGT qui a été créée par l'homme d'affaires israélo-américain, Mani Kochavi, a remporté dans l'un des Emirats Arabes du Golfe un contrat de plusieurs centaines de millions de dollars US pour mettre en place un projet conçu par la Sécurité Intérieure Israélienne. Le quotidien Haaretz précise que le journal Al Zawiya, basé dans le Golfe Arabe avait déjà mentionné ce contrat en mars 2008. Kochav dirige également le STG (Sentry Technology Group) l'une des sociétés qui a réussi à se développer rapidement dans le domaine de la sécurité aux Etats Unis.

La STG est également partenaire de l'IAI (Israéli Air Force Industries – Industries de l'Armée de l'Air Israélienne, entreprise étatique) qui vend des équipements et technologies de pointe allant de pair spécialisés dans la sécurité des aéroports aux Etats Unis et dans d'autres pays, dont des pays du Moyen Orient.

Récemment la STG a acheté des équipements pour plusieurs dizaines de millions de dollars US à des sociétés israéliennes qui sont spécialisées dans le développement de programmes de surveillance et de contrôle.

Kochavi embauche des douzaines d'officiers, dont certains hauts gradés qui ont travaillé auparavant dans l'armée israélienne, ainsi que des officiers venant de l'IAI, et des officiers qui ont travaillé pour le Mossad et le Shabak. Un porte parole de Kochavi a dit que toutes les activités de la société étaient menées sous la supervision de l'Agence de Sécurité Israélienne et toutes ses branches affiliées.

Kochavi est un israélien qui s'est installé aux Etats Unis et a fait fortune dans l'immobilier. Ces dernières années, et surtout après les attaques du 11 Septembre, il a été impliqué dans la Sécurité Nationale aux US et a développé des relations avec des agences de sécurité israéliennes. Puis il a commencé à embaucher d'anciens officiers hauts gradés de la sécurité israélienne pour faire fructifier ses affaires.

Les agences de sécurité israéliennes sont très actives dans le développement du complexe sécuritaire industriel dont les activités ont explosé ces dernières années, non seulement en Israël mais aussi partout dans le monde se nourrissant de l'obsession sécuritaire instillée dans le champ du politique et du social, et pour lequel les militaires israéliens et leur direction politique - qui en fait ne font qu'un - ont mené une campagne de propagande intensive, notamment en propageant le mantra qu'ils ont fabriqué et qui a été repris après le 11 septembre par l'Administration Bush de « guerre contre le terrorisme ».

Ces agences de sécurité encouragent aussi le développement des industries de l'armement en Israël et l'exportation de leurs produits, notamment vers plusieurs pays arabes, spécialement ceux qui ont de bonnes relations avec les US.

Cependant, en remettant entre les mains des israéliens leur sécurité, ces pays arabes irresponsables se livrent d'eux-mêmes à leur pire ennemi et aident à la prospérité économique d'un régime qui depuis 60 ans procède au génocide du peuple palestinien, y collaborant ainsi indirectement.

Myriam Abraham

28 Septembre

http://www.planetenonviolence.org/D-anciens-Officiers-Militaires-et-Du-Renseignement-Israelien-Menent-Des-Activites-De-Cooperation-Securitaire-Dans-Des_a1685.html?PHPSESSID=a8a9d0cfef8fa782c923f6e6c6be5d0f

6-3 Maxime Vivas : Quand la Doha montre la thune, Ménard file au Qatar.

Coup de théâtre dans le Landernau médiatique, vendredi 26 septembre 2008 : Robert Ménard, parti pour être *big chief* à vie de l'association RSF la quitte précipitamment avant mardi. On dirait un licenciement de cadre ou de présentateur de la télé : "T'es viré, rend l'ordinateur et le badge de parking, tu vides ton bureau lundi et mardi t'es plus là".

Les explications zigzagantes de cette chute démontrent leur improvisation.

On a d'abord parlé de problèmes de santé, puis de lassitude avant que l'intéressé ne démente.

Donc, alors qu'il est en pleine forme, qu'il se félicite publiquement de voir l'association bourrée d'euros et de dollars et très médiatisée dans le monde entier, Ménard saute par la fenêtre sans préavis. Et sans parachute (doré ? Voir plus loin).

« Cela fait deux ans que j'y pensais » affirme-t-il. On sait ce que vaut une affirmation ménardienne. Les innombrables journalistes qui l'interviewaient sans désespérer, à qui il racontait sa vie, son œuvre, sa famille, ses espoirs tombent des nues.

Démissionnaire, il perd des indemnités, lui, qui aime l'argent. Payé plus de 5000 Euros par mois sans compter les avantages annexes, il se retrouve sans job, le week-end passé.

Deux ans qu'il y songeait mais à la question posée vendredi : « Vous partez pour quoi faire ? » il bafouille de première. Il est « *plein d'envies et plein de souhaits* », il va voir si sa femme l'embauche dans sa revue Média (trimestrielle et confidentielle), il va monter une maison d'édition (il eût dû commencer à la mettre en route, depuis deux ans), il va peut-être faire de la politique, lancer un nouveau journal. Bref, décryptons : vendredi 26 septembre, il ne sait pas, il est psychologiquement à la rue.

Mais le plus beau bobard de Ménard, je veux dire le plus comique, celui par lequel il prouve qu'il a toujours pris les journalistes et les lecteurs pour des abrutis est le suivant : Il fallait à RSF quelqu'un qui connaisse mieux Internet que moi. Ô discrédit des journalistes dont aucun recevant cette galéjade n'a bondi pour s'écrier : « *Mais la plupart des grands patrons, des ministres ne touchent jamais un clavier. Chirac ne savait même pas ce qu'était une souris ! Qu'est-ce que vous nous chantez-la ?* »

Ils nous auraient, impassibles et polis, pareillement transmis la réponse de Ménard si elle avait été : « *Je pars parce que j'arrive pas à régler le fauteuil de mon bureau* » ou « *J'ai deux téléphones dans le bureau, je sais jamais lequel sonne* » ou « *Depuis qu'on m'a volé l'ordinateur portable, j'en ai un nouveau, mais je n'arrive pas à ouvrir la fermeture éclair de la sacoche* ».

Robert Ménard qui a grandi avec RSF dans la dissimulation et le mensonge, quitte RSF en lançant des rafales d'ultimes impostures que ses successeurs doivent assumer sur leurs fonds baptismaux. Cela commence mal pour son successeur Jean-François Julliard. En l'absence de vérité, la duperie étant établie par la multiplication de réponses à géométrie variable et à haut niveau de bêtise, il reste des hypothèses. En voici cinq dont je tiens pour probable qu'une, au moins (voire plusieurs), tape dans le mille.

1 – Viré par l'Elysée.

La classe politique, exaspérée, renvoie à la niche le toutou tout fou qui mord la main de l'Etat français qui le nourrit depuis des années et qui lèche celle de Bush.

Vu sur le site de RSF :

« *Le 9 octobre prochain, Robert Ménard publie un ouvrage intitulé « Des libertés et autres chinoïseries » aux Editions Robert Laffont, dans lequel il revient sur la campagne pour le boycott de la cérémonie d'ouverture des JO de Pékin. Récit inédit sur les coulisses et les négociations secrètes menées autour des Jeux, ce livre est aussi un essai mordant sur la presse, les droits de l'homme et les lâchetés de la classe politique.* »

Il est vraisemblable que « la classe politique » a déjà lu ce livre avant sa mise en librairie et qu'elle n'a pas aimé ça.

Ménard injurie Sarkozy qu'il a traité de « lâche » pour avoir été brièvement à Beijing où le fidèle sponsor de RSF, Bush, a séjourné plusieurs jours sans être injurié par notre ONG, par l'opinion publique états-unienne ou la nôtre. Est-ce que le Pouvoir a jeté le citron pressé Ménard afin de sauver RSF si utile pour effacer les syndicats de journalistes, escamoter les problèmes de la presse en France et ceux du droit à l'information ?

Les médias ont commencé à évoquer ce que des sites Internet démontrent depuis des années : les liens de RSF avec les USA. Un journaliste du Figaro, Eric Zemmour, va jusqu'à affirmer à la télévision que RSF est manipulée par le CIA.

Première hypothèse donc : L'Elysée en a usé avec Robert Ménard comme pour des journalistes de la presse écrite et de la télé : « *Viens ici, t'es viré, et surtout, tais-toi* ». Comment ? Avec quels moyens de pression ? La menace de laisser les médias populariser vraiment le livre « [La face cachée de Reporters sans Frontières. De la CIA aux Faucons du Pentagone](#) » récemment réédité (éditions Aden) a-t-elle suffi ? Il serait présomptueux de le dire.

Mais il est juste de prétendre (pub) qu'on saisit mal les ingrédients de la puissance de RSF et en même temps de sa fragilité sans avoir lu cette enquête.

Après 5 mois d'omerta, la presse française, comme sur un coup de baguette magique, a découvert ce livre en groupe serré, dans la semaine (le lendemain pour les plus rapides sortant d'un coma hibernant) qui a suivi les incidents de la flamme olympique à Paris.

L'Elysée dispose-t-il d'un dossier complémentaire pour obtenir si vite, si brutalement, le départ et le silence de Ménard sur les vraies raisons de son départ. L'avenir (ou le Canard Enchaîné ?) nous le dira.

2 - Ménard a été viré en cadeau de la France aux Chinois en colère.

L'affront fait à la Chine le 9 avril à Paris n'est pas pardonné et la plaie ouverte sera longue à se refermer.

Faute d'informations dans les médias français sur RSF, les Chinois sont venus les chercher auprès de moi.

Plusieurs exemplaires de mon livre ont été achetés par leur ambassade en mai pour envoi en Chine et traduction à destination de leurs médias et des autorités politiques.

Après la soudaine et brève ruée des médias français, j'ai donc vu déferler vers moi les médias chinois, avec la même force, sauf qu'ils ne se retirent pas. Sur le moteur de recherche chinois (baidu.com), les articles qui font référence à mon livre sont nombreux. La presse écrite chinoise en parle beaucoup. Radio Chine International arrose la planète depuis le mois de juin, en diffusant en 45 langues (dont l'Espéranto !) une interview que je lui ai accordée en mai.

Ces jours-ci encore, je suis averti de la parution d'articles inspirés de mon livre dans deux journaux chinois à gros tirage (500 000 et 3 millions d'exemplaires). Et ça n'arrête pas depuis le passage de la flamme olympique à Paris et les exploits de Ménard.

Nos diplomates en poste en Chine, nos entreprises ont vu cette contre-attaque médiatique continue. Qu'elle se poursuive sans faiblir presque six mois après le camouflet français indique que les dégâts sont profonds.

On se souvient que Paris a envoyé au mois de juin à Beijing des émissaires de haut niveau : Jean-Pierre Raffarin, ancien Premier ministre et Christian Poncelet, président du Sénat qui ont demandé à être reçus par le président chinois, Hu Jintao.

Plus récemment, preuve que rien n'est aplani, Nicolas Sarkozy a reçu à l'Elysée la jeune Jin Jing, athlète chinoise handicapée, bousculée par les fanatiques chauffés à blanc par RSF lors du passage de la flamme olympique qu'elle défendit avec courage.

Cette jeune fille est devenue une héroïne nationale en Chine, symbole vivant d'un « *racisme français anti-chinois* ». Le film de sa résistance a été passé en boucle à la télévision chinoise.

Un journaliste chinois en poste depuis 15 ans en France, amoureux de notre pays, me confiait récemment : « *J'étais en Chine il y a quelques semaines, j'ai constaté, avec une profonde douleur, la montée d'un sentiment anti-français dans la jeunesse chinoise* ».

Le rétablissement de relations amicales (établies par le général De Gaulle) culturelles et commerciales normales entre la France et le pays le plus peuplé du monde passait-il par l'élimination du responsable du désastre ? C'est une hypothèse à retenir.

3 - Ménard est lâché par les USA.

Les liens de RSF avec des vitrines écrans de la CIA commencent à être des secrets de Polichinelle. Des milliers d'articles y sont consacrés sur la Toile dans de nombreuses langues. Des livres de librairie traitent cette question. Les médias officiels commencent à briser la loi de l'omerta.

Il faut dire que, s'agissant de griller RSF, Collin Powel y est allé de sa gaffe. Dans son rapport *Commission for Assistance to a free Cuba* (458 pages) qu'il a remis en mai 2004 à Georges Bush, il en appelle fiévreusement aux ONG (NGOs, Non-Governmental Organizations) à presque toutes les pages (et jusqu'à dix fois à la page 77) pour aider son pays. Mais (page 20) une seule est citée en exemple : Reporters Sans Frontières (Reporters Without Borders).

Des documents se déclassifient aux USA. Des journalistes d'investigation comme Diana Barahona, des avocats de droits de l'Homme, comme Eva Golinger, s'appuyant sur des lois états-uniennes, demandent des comptes aux organismes distributeurs des subventions votées par le congrès. Et le transfert de fonds d'offices écrans de la CIA, que les comptes publics publiés par RF sur Internet occultaient naguère, est désormais prouvé, au dollar près.

RSF commence à être nue.

Dans ses innombrables apparitions dans les médias, Ménard se défend mal : arrogant, agressif, il injurie ses contradicteurs et ment avec une impudence qui scandalise.

Il n'est plus *the right man in the right place*.

4 - Ménard a trouvé une autre gamelle dans une dictature arabe.

Une dépêche d'Associated Press tombée dimanche 28 septembre à 16 heures 40 nous annonce un spectaculaire rebond de Ménard pendant le W.E. en direction de Doha, au Qatar, pays d'Al Jazeera, chaîne arabe honnie par les USA, lesquels ont fait subir à des journalistes des enlèvements, assassinats, séquestration sous l'œil placide de RSF.

Une information livrée le 28 septembre sur la Toile par l'Express est plus explicite : sous le titre « **ROBERT MENARD QUITTE RSF POUR ALLER AU QATAR** » l'hebdomadaire explique : « *Il dirigera Centre for Media Freedom à Doha* » avec « *des privilèges d'un sultan de la presse mondiale* ».

Le Qatar est un pays peuplé de moins d'un million d'habitants, gorgé de pétrole et dirigé par un *cheikh*, mot arabe qui veut dire *dictateur*.

RSF est cofondatrice (décembre 2007) avec l'émirat du « **Centre pour la liberté de l'information** ». Robert Ménard en est le directeur général.

Dans son Centre, une maison d'accueil de journalistes femmes a été ouverte, il va s'en ouvrir une pour les hommes. Tout est bien, personne ne se mélange.

D'après Associated Press, Ménard se félicite du soutien de cheikha Moza bint Nasser al-Missned, considérée comme la plus influente des épouses de l'émir du Qatar, le cheikh Hamad ben Khalifa al-Thani.

Ménard concède que l'émirat, 79e du classement 2007 de la liberté de la presse de RSF, peut encore « faire des progrès en la matière ».

Et pas qu'en cette matière, d'ailleurs. En effet, le Qatar connaît-il des déficits de démocratie uniquement avec la presse ? Non. La palette est large si l'on en croit l'organisation Amnesty International.

Les tribunaux continuent de prononcer des condamnations à mort et des peines de flagellation, « *Les autorités n'ont pris aucune mesure appropriée pour mettre fin à la discrimination et aux violences contre les femmes* ».

Les travailleurs migrants sont durement exploités, certains ne sont pas payés, ceux qui protestent sont interpellés, maltraités, puis ont été renvoyés dans leur pays.

Après une visite au Qatar la rapporteuse spéciale des Nations unies sur la traite des personnes, en particulier les femmes et les enfants, a exprimé sa préoccupation à propos des travailleurs immigrés victimes de traite d'êtres humains.

On compte 22 prisonniers au moins sous le coup d'une sentence capitale.

Aucune enquête n'a été menée par les autorités du Qatar sur les actes de torture et les mauvais traitements qui auraient été infligés à au moins 31 prisonniers condamnés pour leur participation présumée à une tentative de coup d'Etat. Le droit du Qatar ne comporte pas une définition de la torture conforme aux normes internationales, les procédures d'arrestation et de détention sont susceptibles de favoriser le recours à la torture contre les suspects.

Abdullah Hussein Ali Ahmed al Malki a été privé de sa nationalité pour avoir critiqué e les autorités lors d'une émission de la chaîne de télévision Al Jazeera, en mai 2005.

Bref, Ménard frétille à l'idée de travailler pour une dictature monarchique polygame ou la violence contre les femmes n'est pas illégale, où la presse est malmenée, les travailleurs traités comme des esclaves, tandis que perdurent la flagellation, la torture et la peine de mort.

5 - Le départ de Ménard précède un aggiornamento de RSF.

Les USA, les pouvoirs publics, le MEDEF ont besoin d'ONG vierges.

Est-il possible de re-toiletter la façade de RSF ?

Si oui, l'illusion sera de courte durée. Chat échaudé...

A l'encontre, observons que les départs des caudillos s'accompagnent souvent de ruptures avec les méthodes et les orientations antérieures.

Espérons que le successeur de Ménard, Jean-François Julliard, avec qui j'ai échangé des mails courtois (malgré nos désaccords et la menace publique de procès exprimée par RSF à mon encontre) pendant l'écriture de mon livre saura recadrer RSF vers un travail d'ONG au service de la presse, des lecteurs, des journalistes.

Inutile donc de démarrer un procès d'intention, inutile même de brûler d'impatience, de guetter dès aujourd'hui des signes de changements.

Laissons à RSF sans Ménard le droit à un délai, accordons-lui un Etat de grâce, octroyons-lui le temps nécessaire à amorcer un virage.

N'ergotons pas sur son élémentaire liberté de faire son travail sans forcément chercher à plaire à tous, pourvu que l'éthique s'installe dans un bureau laissé vacant.

30 septembre 2008

© LE GRAND SOIR - Diffusion autorisée et même encouragée. Merci de mentionner les sources

Source : Le Grand Soir

<http://www.legrandsoir.info/..>

http://www.palestine-solidarite.org/analyses/Maxime_Vivas.300908.htm